



<div data-bbox="375 344 884 490"> <p>Envoyé en préfecture le 09/05/2023  Reçu en préfecture le 09/05/2023  Publié le  ID : 083-218300317-20230509-A_2023_DGS_07-AR</p> </div> <div data-bbox="711 504 876 627">  </div>	<div data-bbox="1015 127 1335 246"> <p>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ  DEPARTEMENT DU VAR  ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1107 246 1230 421">  </div> <div data-bbox="1099 421 1248 470"> <p><b>LE CANNET DES MAURES</b></p> </div> <div data-bbox="960 512 1212 542"> <p>Arrêté JLL/DGS 2023-07</p> </div> <div data-bbox="960 591 1152 620"> <p>Nomenclature 5.4</p> </div>
--	--

## ARRETE MUNICIPAL

PORTANT MODIFICATION DU NOM D'USAGE POUR  
DELEGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE  
à Madame Sylvie PIN, 6<sup>ème</sup> Adjoint

### LE MAIRE,

**VU** l'article L 2122-18 et L.2122-20 du Code général des collectivités territoriales ;  
**VU** l'élection des élus au 15 mars 2020 ;  
**VU** la délibération [2020/admg/05] du Conseil municipal en date du 27 mai 2020, fixant à 08 le nombre des adjoints au maire ;  
**VU** la délibération 2020/admg/12 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant élection des adjoints ;  
**VU** le procès-verbal de l'élection et de l'installation de Madame Sylvie BLAYAC en qualité de 6<sup>ème</sup> adjointe au maire, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020;  
**VU** la délibération 2020/admg/07 du 27 mai 2020 relative aux pouvoirs délégués par le Conseil municipal au maire en application des articles L2122-22 et L2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;  
**VU** le présent arrêté municipal DGS 2023-07 qui remplace le précédent arrêté DGS 2020-015 pour modification du nom d'usage PIN en lieu et place de BLAYAC Sylvie relatif à la délégation de fonction et de signature.

**CONSIDERANT** la nécessité pour la bonne marche des affaires communales de procéder à une délégation de fonction du maire au bénéfice de la 6<sup>ème</sup> adjointe ;  
**CONSIDERANT** que le maire est seul chargé de l'administration, mais qu'il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints ;  
**CONSIDERANT** que la présente délégation n'a pas pour effet de priver le maire de ses pouvoirs en les matières concernées. Le maire demeure libre d'exercer les attributions qu'il a déléguées ;  
**CONSIDERANT** que désormais la délégation de signature est Sylvie PIN.



### ARRETE

**ARTICLE 1** : Il est donné délégation permanente de fonction et de signature à Madame Sylvie Blayac, 7<sup>ème</sup> adjointe au maire, pour assurer les missions relevant des domaines suivants :

#### VIE CULTURELLE ET ARTISTIQUE - MEDIATHEQUE -

Ces missions comprennent :

- les relations avec les partenaires institutionnels et associatifs culturels et artistique de la commune ;

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 20px;">         Envoyé en préfecture le 09/05/2023          Reçu en préfecture le 09/05/2023          Publié le          ID : 083-218300317-20230509-A_2023_DGS_07-AR       </div> <div style="text-align: center;">  </div>	<div style="text-align: center;">         RÉPUBLIQUE FRANÇAISE          LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ          DÉPARTEMENT DU VAR          ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES       </div> <div style="text-align: center;">  <p><b>LE CANNET DES MAURES</b></p> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;">         Arrêté JLL/DGS 2023-07       </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 5px;">         Nomenclature 5.4       </div>
---	---

- le suivi des activités courantes et événementielles de la médiathèque ;
- la promotion de la culture sur le territoire et auprès des publics ;
- le développement des arts auprès des publics ;
- la gouvernance du festival du Chien Rouge ;
- la signature des courriers, documents, contrats, arrêté relatifs aux domaines d'interventions tels que définis ci-dessus ;
- l'engagement des devis, des bons de commande et la signature des factures liés aux domaines précitées de sa délégation ;
- les dépôts de plaintes au nom de la commune.

Et en cas d'absence ou d'empêchement du maire, du 1<sup>er</sup> adjoint au 5<sup>ème</sup> adjoint pour quelque cause que ce soit, l'adjointe concernée pourra être amenée :

- à certifier le caractère exécutoire des actes pris par l'autorité communale ;
- à signer les mandats et bordereau de mandats, les titres et bordereau de titres de recettes ;
- à signer la correspondance, les arrêtés municipaux et les pièces administratives concernant les affaires courantes.

**L'adjointe Interviendra en coordination et suivi de conseillers délégués**, elle conservera la signature pour les engagements comptables et les conventions liant la collectivité sur les thèmes relevant de :

- Education artistique et culturelle
- Animations - Spectacles

**ARTICLE 2** : La présente délégation avec prise d'effet le 09 juillet 2020, prendra fin au cas où le délégataire viendrait à cesser ses fonctions, et en tout état de cause à l'expiration du mandat du conseil municipal élu le 15 mars 2020.

**ARTICLE 3** : Le directeur général des services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié, notifié à l'intéressé et dont une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Var,
- Madame le Receveur des finances du Luc en Provence.

Fait à : Le Cannet des Maures, le 09 mai 2023

**Le Maire,**  
**Jean-Luc LONGOUR**

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.